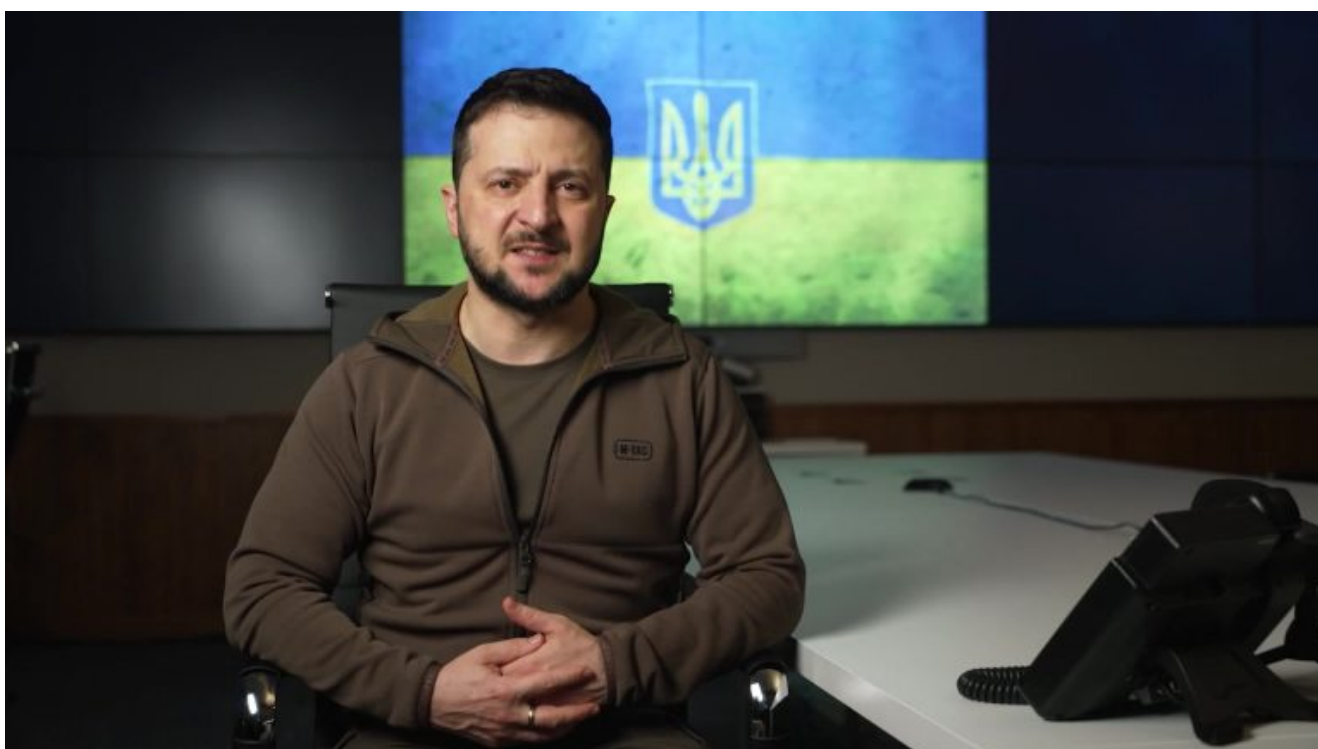
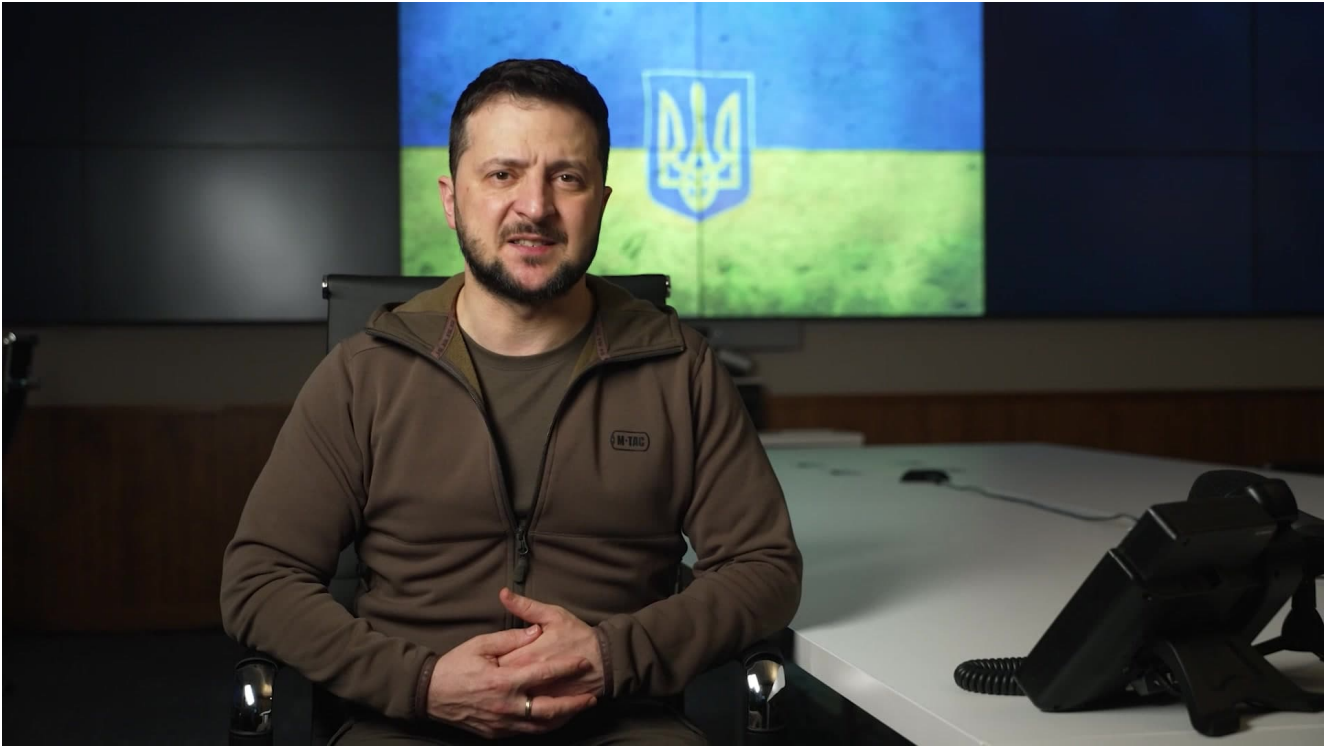


L'Ukraine n'a plus plus aucune presse libre, Zelensky étend la répression et le contrôle sur les médias

écrit par Jules Ferry | 5 janvier 2023





Présenté comme le sauveur de la démocratie, Zelensky étend la répression sur les médias ukrainiens

Zelensky a signé un nouveau projet de loi qui renforce le contrôle du gouvernement sur l'accès du public aux informations en Ukraine.

Source : article de Kyle Anzalone & Will Porter via [The Libertarian Institute](#).

Zelensky a déjà nationalisé les médias du pays l'année dernière, en vertu des pouvoirs de la loi martiale invoqués après le début des opérations de la Russie, ce qui a suscité les critiques des groupes de défense de la liberté de la presse.

Signée le 29 décembre, la loi élargit "considérablement" les pouvoirs de l'autorité de régulation de la radiodiffusion ukrainienne sur les agences de presse, en incluant désormais les sources imprimées et en ligne, selon le [Kyiv Independent](#).

La mesure exige que les publications obtiennent des licences pour fonctionner, et toute organisation médiatique qui n'a pas les documents requis peut être fermée, rapporte le média, ajoutant que **l'organisme qui distribue les permis sera sous le contrôle de Zelensky.**

Selon l'Institut ukrainien d'information de masse, en vertu de la loi, le régulateur des médias sera probablement contrôlé par les autorités en place car **ses membres sont nommés par Zelensky** et par le Parlement ukrainien, où son parti dispose de la majorité absolue.

En mars, Zelensky a publié un décret présidentiel qui a nationalisé les médias audiovisuels ukrainiens, soulignant la nécessité d'une "politique d'information unifiée" pour lutter contre la désinformation russe et les voix critiques à l'égard du gouvernement.

À peu près au même moment, il a également interdit une longue liste de partis politiques d'opposition qui auraient des liens avec la Russie, et a depuis pris des mesures punitives contre les églises orthodoxes qui auraient également des liens avec Moscou, **étouffant de fait toute dissidence en vertu des pouvoirs de la loi martiale.**



LVIV, Ukraine, 20 mars (Reuters) – Zelenskiy a signé un décret qui regroupe toutes les chaînes de télévision nationales en une seule plate-forme, invoquant l'importance d'une "politique d'information unifiée" sous la loi martiale, avait déclaré son bureau dans un communiqué.



Début décembre, Kiev a imposé des sanctions à dix hauts dignitaires de l'Église orthodoxe russe.

Cette mesure a été prise après que le président Volodymyr Zelensky a annoncé qu'il cherchait à interdire à toute religion ayant des liens avec la Fédération de Russie d'opérer en Ukraine.

Les services de sécurité ukrainiens ont publié une déclaration annonçant des sanctions à l'encontre de 10 membres éminents de l'Église orthodoxe russe, alléguant que les religieux collaboraient avec Moscou.

Alors que les prises de pouvoir de Zelensky tout au long des 11 mois de conflit sont largement passées inaperçues dans la presse américaine grand public – qui a largement critiqué les Russes – le New York Times a souligné les appels des groupes de défense des droits de l'homme à **annuler la loi par crainte qu'elle n'écrase la presse libre.**

“L'Ukraine démontrera son engagement européen en promouvant des médias libres et indépendants, et non en établissant un contrôle étatique de l'information”, a déclaré Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes.

Le Comité pour la protection des journalistes et d'autres organisations de défense des droits civiques ont également critiqué la législation alors qu'elle était débattue par les législateurs en décembre. Bien que le corps législatif ukrainien ait accepté de supprimer certaines des mesures les plus extrêmes du projet de loi, **le projet final permet toujours au gouvernement fédéral de contrôler presque totalement les médias ukrainiens.**